

# La peur d'un vrai débat populaire hante le dossier des langues

**Ecole** Le Conseil fédéral veut imposer le français dès le niveau primaire. Mais beaucoup craignent que la discussion ne dérape, ils aimeraient éviter une sanction populaire.

**Philippe Castella**

philippe.castella@lematin.ch

Faut-il que le peuple se taise pour que la paix des langues soit préservée? Tout le monde ou presque redoute l'ouverture d'un grand débat public sur l'enseignement des langues. A commencer par Alain Berset, qui en a pourtant posé les bases cette semaine en mettant en consultation un projet de loi qui interdit aux cantons alémaniques de lâcher le français au primaire.

Il en allait de la crédibilité du ministre socialiste. Cela fait deux ans qu'il en brandit la menace au cas où la Conférence des directeurs cantonaux de l'Instruction publique (CDIP) n'arriverait pas à imposer à ses membres le consensus qu'elle s'est donné, à savoir l'enseignement d'une deuxième langue nationale au plus tard dès la 5<sup>e</sup> primaire (7<sup>e</sup> HarmoS). Et le point de non-retour semble avoir été franchi avec la décision de la Thurgovie de repousser l'enseignement du français au secondaire dès la rentrée 2017.

## Un retrait souhaité

Malgré cela, le Fribourgeois professait ce mercredi encore: «Mon souhait le plus fort serait qu'on arrive à une situation où les cantons, conscients de leur responsabilité envers l'ensemble du pays, soient capables de garantir un enseignement correct des langues nationales dès l'école primaire. Et, si c'est le cas, le Conseil fédéral serait très heureux de renoncer à un projet de loi sur le plan national.» Il a d'ailleurs prévu, dans ce but, un nouveau round de discussions avec la CDIP à l'issue du processus de consultation.



En imposant l'enseignement du français au primaire, Alain Berset pourrait bien déclencher une guerre des langues. Keystone/Peter Klauzner

On le sent bien, malgré sa décision, le Conseil fédéral hésite encore à s'immiscer dans ce dossier. D'abord parce qu'il empiète sur un domaine de compétence des cantons. Mais aussi parce que l'issue de tout ce processus est incertaine et la crainte est qu'il ne débouche sur une guerre des langues.

Une peur partagée par le président de la CDIP, Christoph Eymann. «Une intervention de la Confédération dans le dossier des langues présente des risques considérables, car une votation populaire pourrait se transformer en épreuve de vérité à l'échelle nationale», confiait le libéral-radical dans sa réaction officielle mercredi. Et le ministre bâlois de l'Éduca-

tion de préciser ses craintes au téléphone: «Il faut avoir peur non seulement d'une votation populaire mais de tout le processus qui y amène. C'est une discussion qui peut conduire à des dommages collatéraux et qui peut nuire à la cohésion nationale.»

**«Je me réjouis de voir les patriotes de pacotille de l'UDC venir nous expliquer qu'il faut faire passer l'anglais avant le français»**

**Mathias Reynard,** conseiller national (PS/VS)

Une crainte partagée par son homologue valaisan, Oskar Freysinger: «Berset vient avec ses grands pieds ouvrir un large débat national qui pourrait ne pas déboucher sur le résultat escompté. Veut-on courir ce risque ou plutôt chercher un compromis?» Ce risque, c'est celui d'une situation qui dérape sur le modèle belge. «Les liens entre les quatre cultures sont déjà en train de se dissoudre, estime le vice-président de l'UDC. L'armée était un ciment fort de la cohésion nationale. C'est en train de disparaître maintenant que tout le monde ne la fait plus.»

Président d'Helvetia latina, le lobby des Latins à Berne, Jacques-André Maire craint lui

aussi une évolution à la belge: «On en est loin heureusement, mais le scénario horribilisé, c'est ça.» Le socialiste neuchâtelois s'inquiète surtout du cocktail détonant contenu dans ce dossier, qui mêle questions identitaires, pédagogiques et fédéralistes: «Il pourrait être victime d'un cumul d'oppositions en votation populaire.»

## Vote rassurant de Nidwald

Son camarade Mathias Reynard, lui, est prêt au combat: «Je me réjouis de voir les patriotes de pacotille de l'UDC venir nous expliquer qu'il faut faire passer l'anglais avant le français.» Dans l'absolu, le Valaisan préférerait qu'il n'y ait pas besoin d'intervention fédérale. «Mais c'est le moment qu'un signal soit donné, sinon on va se retrouver devant le fait accompli, comme il y a une vingtaine d'années lorsque Zurich a décidé d'enseigner l'anglais avant le français à l'école primaire.» Cet enseignant se veut confiant: «Je ne dis pas que ce sera facile. Ce sera un débat émotionnel, mais je pense qu'on le gagnera si on devait arriver devant le peuple.»

Indice rassurant venant d'un canton pourtant éloigné de la Sarine: le peuple de Nidwald a clairement rejeté (61,7%) l'année dernière une initiative qui voulait repousser l'enseignement du français au secondaire. C'est pour l'heure le seul vote populaire sur ce sujet. Mais d'autres devraient suivre, des initiatives ayant été déposées aux Grisons, en Argovie, à Lucerne, à Saint-Gall et à Zurich. Si ce n'est sur le plan fédéral, du moins sur le plan cantonal, ce débat sera de toute façon tranché dans les urnes. ●

## Une avalanche fait 5 blessés au Säntis

**Montagne** Une avalanche de neige et de rocaïlle a fait cinq blessés, dont deux grièvement, hier vers 15 h au Säntis (AI). Deux groupes de randonneurs de quatre et six personnes, qui se rendaient au sommet, ont été touchés. Trois hélicoptères de la Rega ont transporté les blessés dans divers hôpitaux de la région. **ATS**

## Rural détruit par le feu



**Incendie** Un rural a été détruit par le feu hier, vers 16 h, à Fahy (JU). Plusieurs dizaines de pompiers suisses et français ont été mobilisés pour lutter contre le sinistre. Le bétail, une centaine de vaches, a pu être évacué. Il s'agit du rural de la ferme Beauregard, elle-même détruite par un incendie en 2015 et inoccupée depuis. **ATS**

## Un motard et son passager blessés

**Accident** Dans la nuit de vendredi à samedi, deux hommes de 17 et 20 ans ont eu un grave accident à moto à Montlingen (SG). Ils ne portaient pas de casque et ont été grièvement blessés. Les deux jeunes ont chuté dans une courbe au centre du village. Les hommes et la moto ont glissé sur plusieurs mètres sur l'asphalte. Ils ont passé sous la barrière de protection, sont entrés en collision avec un mur et ont passé à travers un grillage, a indiqué hier la police cantonale. **ATS**

## Nouvelles paroles pour l'hymne

**1er Août** Lors de la fête nationale du 1er Août, les Suisses pourront chanter l'hymne national actuel suivi de la nouvelle strophe écrite par Werner Widmer. La mélodie reste la même tout au long du chant. Le nouveau texte tient en une seule strophe. Il débute et se termine sur l'image du drapeau suisse; emblème pour le pays, précisait hier la Société suisse d'utilité publique. **ATS**

## Les Suisses aiment le bio

**Conso** Les Suisses achètent toujours davantage de fruits bio. L'an dernier, dans les commerces, environ 38 400 tonnes de ces produits ont été emportées par les clients. Ce sont 16,7% de plus que l'année précédente. Parmi ces fruits, la banane remporte une fois encore la palme. **ATS**

## Cause animale Mis en barquette

Keystone/Christian Brun



**Des activistes de l'association Pour l'égalité animale (PEA), recouverts de sang, se sont enfermés dans des barquettes de viande géantes hier sur la place de la Palud, à Lausanne. Dénonçant le sort réservé aux animaux dans les abattoirs, ils entendaient exprimer ainsi leur**

désapprobation quant à la consommation de produits carnés. «Notre société est contre la violence, alors que les abattoirs sont la concrétisation la plus parlante de cette notion. Il est temps de les fermer tous», a relevé Fabien Truffer, porte-parole de PEA. **ATS**

## Le SRC a reçu 9000 informations en 2015

**Sécurité** Les échanges de données entre le Service de renseignement de la Confédération (SRC) et ses partenaires étrangers ont bien fonctionné l'an dernier.

Le SRC est en contact régulier avec les services partenaires étrangers. Il a reçu 9000 informations en 2015 et en a transmis 4500 à ses homologues.

La porte-parole du SRC, Isabelle Graber, a confirmé hier une information de *Blick*. Le quotidien alémanique était allé jusqu'au Tribunal fédéral pour obtenir ces données du SRC. Une comparaison avec l'année précédente n'est en revanche pas possible, les chiffres correspondants ne sont pas disponibles. L'échange de données avec les services partenaires devrait diminuer à l'avenir, selon la porte-parole. A condition que la loi sur le renseignement soit acceptée par le peuple lors de la votation du 25 septembre.

Grâce à la nouvelle loi, le SRC serait moins dépendant des partenaires étrangers, a dit le ministre de la Défense, Guy Parmelin, à la mi-juin lors de l'ouverture de la campagne de votation. Les services secrets suisses obtiendraient plus de compétences. Le SRC pourrait notamment infiltrer des systèmes informatiques à l'étranger pour y rechercher des informations. Cela n'est possible qu'en cas d'urgence actuellement.

De plus, le SRC pourrait participer aux banques de données internationales, comme celle sur les suspects de terrorisme, a précisé Isabelle Graber. «Dans ce cas, l'échange d'informations devrait diminuer», selon elle.

Le SRC et les autres services secrets pourraient en effet directement vérifier dans la base de données si d'autres services ont des informations. Ils pourraient alors déposer une demande ciblée. **ATS**